

RAPPORT DE LA DELEGATION SUISSE
à la Conférence mondiale de la population

- Bucarest, 19 au 30 août 1974 -

Table des matières

	<u>Pages</u>
1. Historique de la Conférence	1
2. Inauguration	2
3. Lignes de force chez les participants	2
4. Bureau	4
5. Présidence	4
6. Exploitation politique	5
7. Les délégations les plus en vue	7
8. Suisse, pays industrialisés	9
9. Vers le consensus	12
10. Bilan	12
11. Conclusions	13

Annexe:
texte de la déclaration suisse

CONFERENCE MONDIALE DE LA POPULATION

1. Historique de la Conférence

Parachevant l'Année mondiale de la population, la première Conférence de l'Organisation des Nations Unies consacrée à ce thème tint ses assises du 19 au 30 août à Bucarest, sur l'invitation du Gouvernement roumain.

Le sujet avait connu une maturation lente, tant il touche au plus profond de l'humain, du social, du culturel, du religieux. C'est ainsi qu'en 1954, à l'initiative déjà de l'ONU, des experts s'étaient réunis à Rome pour s'attacher en exclusivité à élucider les faits. L'examen des problèmes démographiques fut repris à Belgrade, en 1965, toujours par des experts et dans le même esprit. Mais entre temps divers recensements avaient révélé brutalement le formidable taux d'accroissement de la population, en même temps que l'urbanisation accélérée fixait l'attention et poussait à la réflexion. L'inquiétude se précisa à mesure que se dissipèrent les illusions sur une maîtrise rapide du sous-développement, facteur en réalité si difficile à éliminer, et que se perdait la foi dans la croissance de l'économie en guise de panacée. De surcroît, l'explosion démographique s'aggrave de ses retombées, car la multitude d'enfants que le monde connaît actuellement - 37 % de l'humanité ont moins de 14 ans - se transforme quelques années plus tard en procréateurs possibles. (Cette inertie démographique conduira, même dans l'hypothèse optimum du taux de remplacement d'un peu plus de deux enfants par couple, à un accroissement de population pendant de nombreuses décennies encore.) Enfin, une notion nouvelle s'imposait aux esprits, la qualité de vie, à savoir une existence davantage chargée de sens dans le respect de l'environnement.

2. Inauguration

Sous la devise "un seul monde pour tous", l'ECOSOC détermina le cercle des invités selon la clause de Vienne, qui fit donc admettre la Suisse de plein droit. Quelque 140 Etats répondirent à l'appel. M. Kurt Waldheim donna le ton dans son discours inaugural: "Le temps presse, durant les deux semaines de la Conférence la population mondiale se sera accrue de deux fois le nombre d'habitants de Bucarest, soit d'environ trois millions d'âmes." Le même sentiment d'urgence se retrouvera chez tous les porte-parole de la famille des Nations Unies, au déplaisir des détracteurs du plan d'action mondial de la population dont l'adoption par consensus était le véritable objectif de la Conférence.

3. Lignes de force chez les participants

Cinq grandes tendances pouvaient être décelées, dès avant la Conférence, avec des lignes de force qui, au demeurant, s'interpénétraient et s'amalgamaient au point de former des syncrétismes:

- a) les anti-natalistes, champions d'une régulation des naissances par divers moyens, contraception, stérilisation, avortement, ou encore encouragement matériel du petit nombre d'enfants et pénalisation du grand nombre. Les uns sont mus par des considérations doctrinales - Anglo-Saxons, Scandinaves -, ou par la pression démographique - pays asiatiques notamment -;
- b) l'explosion démographique n'est pas la cause, mais un des effets de l'arriération économique. Des conditions de vie meilleures abaissent le taux de natalité. Ne dites donc pas "limitons les naissances et le principal frein au développement sera éliminé", mais bien plutôt: "l'aide au développement est la meilleure des pilules". Les pays qui ont du

temps devant eux, eu égard à leur faible densité de population (12 au km² en Afrique, 15 en Amérique latine), et tous ceux qui accusent les pays développés d'en faire trop peu sont les tenants de cette école;

- c) les ressources mondiales sont loin d'être toutes exploitées. Les syndromes d'apocalypse que projettent le Club de Rome et autres prophètes du Jugement dernier sont fortement exagérés. Avec l'extension de la révolution verte et de meilleurs canaux de distribution, le monde est en mesure de nourrir un multiple des bouches que les alarmistes considèrent comme un maximum. (Le porte-parole de la FAO fit entendre un tout autre langage. Produire plus suppose de l'eau et des terres devenues rares, des engrais à coûts croissants, des pesticides dangereux pour l'environnement. Et René Dumont, présent à Bucarest, d'accuser: "Il sera dit un jour que cette Conférence s'est réunie à la veille de la plus grande famine dans le monde et ne l'a pas reconnu.")
- d) Une autre école "optimiste" raisonne ainsi: Nos problèmes sont dus aux conquêtes mêmes de la science et de la technologie. Les facettes du génie de l'homme sont si diverses qu'on peut faire confiance aux dons d'invention de notre espèce pour qu'un remède soit trouvé à tous nos maux. (Cette "foi du charbonnier" repose sur une croyance dans le progrès dont les savants commencent eux-mêmes à douter: proposition de biologistes d'instaurer un moratoire dans les expériences de génétique biochimique, ou encore aléas écologiques et politiques si redoutables d'une énergie nucléaire qui échapperait aux contrôles internationaux.)
- e) les pro-natalistes, soit
- i) par dogme - Saint-Siège -
 - ii) par conviction économique-démographique - pays sous-peuplés d'Afrique et d'Amérique latine, pays socialistes européens en expansion mais sans possibilité de faire venir des travailleurs migrants -

- iii) par souci d'équilibre envers des voisins plus ou moins envahissants - Roumanie, Argentine, Corée du Nord, voire Grands Russes au regard de la fécondité supérieure des autres nationalités de l'URSS -
- iiii) par opportunisme politique, afin de mobiliser le tiers monde afro-latino américain en flattant ses inclinations - Chine, Algérie et, dans une certaine mesure, Union soviétique et satellites, aussi motivés par la pénurie de travailleurs - .

4. Bureau

Ces tendances se firent jour dès l'élection du bureau. M. Macovescu, Ministre des affaires étrangères de Roumanie, porté à la présidence, se vit adjoindre 31 vice-présidents selon une répartition numérique qui favorisait le camp pro-nataliste à raison de 17 (8 à l'Afrique, 6 à l'Amérique latine, 3 aux pays socialistes, en gros un milliard d'habitants) contre 14 (7 à l'Asie, 7 à l'Europe occidentale et autres pays, trois fois plus peuplés). La Chine prenait ses distances en se désintéressant de toute fonction. Le reste du Continent asiatique, divisé, fut encore affaibli par un différend interne porté en plénière et qui aboutit au désistement de la Birmanie, anti-nataliste, au profit de l'Irak, d'allégeance progressiste. L'Algérie, qui allait jouer un rôle déterminant, obtint le poste clé de président du groupe de travail chargé du plan d'action.

5. Présidence

Les circonstances - absence de la République d'Afrique du Sud, ménagement du Portugal - et la diplomatie roumaine, épargnèrent au Président Macovescu de sérieux embarras de procédure à caractère politique. On s'attendait en effet à une tenta-

tive du Gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam du Sud de forcer les portes de la Conférence à laquelle l'ECOSOC ne l'avait pas invité. Le même dessein était prêté au GRUNK, Gouvernement royal de l'Unité nationale khmère. Durant la Conférence mondiale de la jeunesse, réunie quelques jours auparavant à Bucarest, que l'extrême gauche confisqua au demeurant à ses fins, le GRP avait participé au titre d'invité d'honneur du pays hôte. On subodorait une tentative d'adapter cette formule à la Conférence proprement dite. En fait la Roumanie s'inclina devant la menace américaine de remettre en cause le consensus. Avec l'accord de la Chine, dit-on, la question ne fut jamais mise aux voix. Elle figura dans les déclarations d'un grand nombre de pays lors du débat général, mais on en resta au baroud d'honneur. L'appui moral donné au GRUNK selon le même procédé fut moindre, quand bien même Norodom Sihanouk prit part en bonne place à la célébration du XXX^e anniversaire de la fête nationale roumaine. Le rapport de la commission de vérification des pouvoirs devait en donner l'explication: l'Union soviétique fit expressément savoir que si elle avait élevé des objections contre les pouvoirs de la République du Vietnam (Saïgon), elle n'avait pas contesté ceux du Gouvernement Lon Nol. Israël et la Corée du Sud furent l'objet des querelles rituelles...

6. Exploitation politique

D'entrée de jeu au sein des trois Commissions*) et du Groupe de travail sur le plan mondial de la population, les "politiques" s'attaquèrent à l'ordre international actuel en prenant

-
- *)
- 1) Rapports entre l'évolution démographique et le développement économique et social
 - 2) Rapports entre la population, les ressources et l'environnement
 - 3) La population et la famine

tant le plan d'action que le FNUAP*) pour cibles. Le cynisme de certains était d'autant plus flagrant qu'ils avaient participé, aux stades préparatoires, à l'élaboration d'un texte dont l'ambition se bornait à dresser un catalogue, à coordonner les efforts en vue de divers objectifs, à offrir des choix entre de nombreuses politiques et à proposer une coopération internationale des plus souples. Leur tactique s'appuyait sur une prétendue démystification. Selon eux, le plan d'action et le FNUAP s'inspirent d'un credo antinataliste, au service des bien-pensants, de la justice de classe. Ce qu'il faut, c'est changer l'homme - notion marxiste - en transformant le contexte socio-économique. Au planning familial ne doit être attribuée qu'une importance sectorielle au sein de l'ensemble des stratégies internationales (personne n'en disconvient!). Les vrais coupables ne sont pas les pays pauvres désignés comme responsables de leur retard en raison de leur taux de croissance démographique, mais bien les pays nantis, taxés tour à tour de malthusiens, d'impérialistes, de capitalistes, de colonialistes, d'hégémonistes. La société de surabondance et de gaspillage assouvit ses appétits matériels et accomplit ses profits individuels au détriment des ressources naturelles d'autrui, exploitées au profit du petit nombre. Que cessent les disparités de niveaux de vie, que la justice sociale se fasse, qu'une distribution équitable soit opérée, que le nouvel ordre économique international s'instaure conformément aux conclusions de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, et l'on verra les taux de natalité s'abaisser, car les mêmes causes produiront les mêmes effets. Le monde industrialisé, avec sa croissance proche de zéro, est un consommateur bien plus redoutable que les pays sous-développés avec leur croissance démographique de 2 à 3 %.

*) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, créé en 1967, dirigé par le Philippin Salas, alimenté par des contributions volontaires. Le Délégué des USA a laissé entendre que la générosité américaine pourrait s'inspirer de celle des producteurs de pétrole...

Ces accusations ne furent pas sans écho au sein même des Occidentaux. Le Canada, les Pays-Bas, la Suède, la Norvège se livrèrent à une auto-critique, reprise avec véhémence au "Forum", réunion parallèle de personnalités marquantes, où l'irrépressible René Dumont nous qualifia de cannibales et un Maurice Strong, directeur du PNUE, de "bunch of savages". Le sociologue Alfred Sauvy, membre de la délégation française, nous soupçonne d'être néomalthusiens aussi par peur que tant de bouches nouvelles qui crieraient famine nous disputent par le biais de notre mauvaise conscience la part exagérée que nous prenons du gâteau. Janez Stanovnik, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, note le déclin de notre Continent à proportion numérique du reste du monde, déplorablement compensé par la disproportion des consommations. Jusqu'au représentant du Saint-Siège de constater que l'égoïsme du riche encourt plus de responsabilité que la fécondité du pauvre.

7. Les délégations les plus en vue

Quatre délégations ont eu la vedette.

A. Saint-Siège

L'attitude fondamentale face au respect de la vie et à l'intégrité corporelle de l'homme est maintenue intacte. Néanmoins, le Saint-Siège partage les préoccupations que suscite la croissance désordonnée de la population. Mais le remède ne consiste pas à donner la priorité à une seule des variables démographiques. La véritable solution est dans la maîtrise de soi, le comportement reproducteur responsable des couples, à la faveur du développement socio-économique, des progrès de l'instruction, de la condition de la femme, de l'emploi. Un appel angoissé est lancé aux pays riches de mettre un frein à l'assouvissement de besoins superflus, souvent créés artificiellement. La facilité a des

effets nocifs sur la trempe morale de l'homme, spécialement de la jeunesse; l'accaparement des ressources par un petit nombre est scandaleux du point de vue moral, pernicieux pour la nature et l'environnement.

Quand bien même le Saint-Siège a remporté un réel succès en obtenant l'éradication du passage dans le plan d'action mondial que "l'information et les moyens d'éducation nécessaires en matière de planification de la famille, ainsi que les méthodes leur permettant de pratiquer la planification de la famille soient mis à la portée de toutes les personnes intéressées, au plus tard en 1985", sa délégation fut la seule à rejeter le consensus. S'y résoudre aurait été consentir à des compromis, à des ambiguïtés susceptibles d'interprétations fâcheuses. Le Saint-Siège se doit de demeurer fidèle à ses principes.

B. Chine

Il est notoire que la Chine exerce le planning familial le plus rigoureux qui soit au monde. Mais au lieu d'en vanter les bienfaits pour autrui, la délégation chinoise a prodigué au tiers monde des encouragements pro-natalistes: l'homme est le bien le plus précieux. Il est un producteur d'abord, un consommateur ensuite. Laissez le prendre en mains son destin et il opère des miracles. Or, le tiers monde n'est pas encore libéré des entraves que des siècles d'oppression, de pillage, d'agression lui ont imposées. L'esclavagisme à lui seul a coûté à l'Afrique 100 millions d'âmes. Pour mener à bien la lutte révolutionnaire contre le monde des nantis, la croissance démographique est une arme dont le tiers monde ne saurait se passer. Lorsque les sinistres desseins des deux super-grands seront déjoués, le pessimisme qui n'est que de commande se révélera sans fondement. Le tiers monde, à l'instar de la Chine qui a passé en vingt ans de 500 à 800 millions d'habitants mais

qui en même temps a plus que doublé sa production de céréales (de 110 millions de tonnes à 250 millions par an), saura, en temps voulu, s'attaquer aux problèmes de la population. Car ces problèmes existent, mais ils n'empêchent pas la Chine de prédire à l'humanité un avenir infiniment brillant.

C. Algérie

Stratèges et tacticiens consommés, alliant l'éloquence méditerranéenne à la dialectique marxiste et au cartésianisme appris en France, les délégués algériens s'imposèrent comme leaders des contestataires. Se réclamant de sa position de chef de file des 77, l'Algérie mit au premier plan le nouvel ordre économique international tel qu'il est sorti de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, convoquée sur l'initiative du président Boumedienne.

D. Argentine

Au risque de bloquer les activités du groupe de travail, la délégation argentine ne présenta pas moins de 68 amendements au plan d'action mondial. Alors qu'on avait cru que le Brésil prendrait la tête du camp pro-nataliste, ce fut l'Argentine qui assuma ce rôle, invoquant l'argument de sa faible densité de population (25 millions d'habitants), ses besoins en travailleurs avec, en filigrane, les thèses du Saint-Siège. La rivalité avec le Brésil, la crainte d'un déséquilibre démographique croissant, furent sans doute de puissants mais inavoués motifs.

8. Suisse, pays industrialisés

La position de la Suisse est décrite dans la déclaration présentée lors du débat général (annexe). Elle se distingue de celle de pays comparables par le souci que nous cause la forte proportion d'étrangers en général, et

de travailleurs migrants en particulier. Le flux vers la Suisse d'étrangers à l'âge le plus actif de leur existence a pu écarter, pour l'instant, la préoccupation que devraient nous causer nos structures vieillissantes, l'étroitesse de notre pyramide des âges. Qu'une certaine anxiété se mette à poindre chez nos voisins fut révélé par les délégations de trois pays limitrophes. L'Autrichien constata que son pays est proche de la croissance zéro, "mais nous voulons faire obstacle à une nouvelle diminution du taux de natalité". Une recommandation française attache une grande importance au phénomène du vieillissement; à plus ou moins long terme, toutes les nations en seront affectées; il conviendra d'étudier soigneusement les conséquences économiques et les répercussions morales, singulièrement sur la vitalité et l'esprit de progrès. Le délégué de la République fédérale d'Allemagne, le Professeur Maihofer, Ministre de l'intérieur, fut le plus explicite:

"... In der Bundesrepublik Deutschland treten bevölkerungspolitische Probleme unter umgekehrten Vorzeichen, nicht der Geburtenexplosion, sondern des Geburtendefizits auf. Sie lassen sich auch hier durch Massnahmen des Staates, eine solche Bevölkerung zu einer Änderung ihres generativen Verhaltens im umgekehrten Sinne der Steigerung und nicht der Senkung der Geburtenrate zu bewegen, nur notdürftig und Übergangsweise lösen. Hat das hier auftretende Missverhältnis der Sterberate zur Geburtenrate doch neben vielen anderen Gründen den offenkundigen Hauptgrund, dass in solchen hochentwickelten Industriegesellschaften, und das gilt unabhängig vom jeweiligen Gesellschaftssystem für Ost und West, eine ständige weitere Differenzierung der Arbeitsteilung und damit verbunden eine ständige weitere Qualifizierung der Berufsvorbildung stattfindet, die einen jungen Menschen vor allem in den höher qualifizierenden Ausbildungsgängen bis zur Berufsfähigkeit weit ins 20., 25. oder gar 30. Jahr festhält. Damit klaffen natürliche Reife und gesellschaftliche Reife immer weiter auseinander. ... Ob in diesen hochentwickelten Industriegesellschaften auch nur auf diesem mittelbaren Wege entsprechender Gesellschaftspolitik, Wirtschafts-

politik, Bildungspolitik, Berufspolitik die generative Stabilisierung eines Landes bei bestimmten ausreichenden Bevölkerungszahlen angestrebt werden sollte, oder ob man einfach, wie früher bei der Geburtensteigerung, jetzt bei der Geburtenminderung den Dingen, wie es heisst, ihren "natürlichen Lauf" lassen sollte, sind weithin, auch in unserem Lande, offene Fragen. Die ich für mich persönlich allerdings bejahe, weil dieses scheinbar Natürliche gar nicht "natürlich", sondern vielfältig gesellschaftlich, wirtschaftlich usw. bedingt ist, durch Entwicklungen, die der Mensch selbst in Gang gesetzt hat, die er so auch fördern oder hindern kann. Wenn die hochentwickelten Industriegesellschaften mit starkem generativem Defizit nicht nach und nach mit Millionenheeren nicht wirklich integrierbarer und assimilierbarer Gastarbeiter in ein neues Helotensystem zurückfallen wollen, in dem die Fremden grundsätzlich die niederen, die Eigenen die höheren Arbeiten verrichten, dann kommen auch und gerade solche Länder um eine vernünftige Verbindung von generativer Stabilisierung der eigenen Bevölkerung und massvoller Aufnahme ausländischer Arbeitskräfte bei voller Gleichheit der realen Lebenschancen auch der Fremden zur sozialen und politischen Integration früher oder später nicht herum."

Une autre voix encore a évoqué le problème des travailleurs migrants. M. Carrillo-Flores, Secrétaire général de la Conférence, a relevé, dans une interview, parlant des Etats-Unis d'Amérique:

"Some rich countries will find that because of low fertility their populations are aging, are becoming populations with a high percentage of elder people, and they might find that their labor forces might be insufficient, if not today then in a few years in the future, to take care of the mix of their economies. On the other hand they are reluctant, and I understand; I'd be reluctant, to open the doors, because it is a fact that international migration brings with it social problems of a different colour. I mean the incorporation of people of different countries into certain nations is not an easy process."

9. Vers le consensus

Malgré le fossé qui paraissait s'élargir entre les deux camps, un Carrillo-Flores ne doutait pas de l'adoption du plan d'action mondial. Sa confiance s'appuyait sur deux éléments: Le respect intégral des souverainetés nationales et l'admission des situations les plus variées. Des pays développés, qui ont achevé leur "transition démographique", aux peu développés, avec des taux de natalité débridés, la diversité est multiple. Le facteur anti-nataliste le plus puissant est de toute évidence la pression démographique qui ébranle, jusqu'aux ruraux, la conviction que la fertilité du sol et la fécondité de l'homme sont des biens également précieux. Il est naturel que dans l'ordre chronologique le Japon, l'Inde, la Chine aient donné le branle. Nombre d'autres pays asiatiques, ou encore l'Egypte, le Rwanda, la Jamaïque se retrouvent dans cette catégorie. Mais sauf au Japon et en Chine, ce sont les politiques démographiques de petites entités qui connurent les plus grands succès: Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong, Singapour, Maurice. Entraînés par l'exemple, l'Iran, la Turquie, la Tunisie, le Ghana, le Kenya se sont dotés de tels programmes. A l'autre extrême, le géant sud-américain qu'est le Brésil, réputé pronataliste, a causé une agréable surprise en annonçant que la population allait disposer des moyens pour contrôler sa fécondité. Carrillo-Flores a eu raison. Le compromis qu'est le consensus a couronné le plan d'action mondial, point de convergence d'une série de compromis.

10. Bilan

Ledit plan est sorti passablement délayé de cette épreuve. De 93 paragraphes, il a passé à 108, dont certains sont interminables. Il fut affaibli sur divers points. L'un a été mentionné sous la rubrique du Saint-Siège, un autre por-

tait sur l'objectif d'abaisser d'ici à 1985 le taux de natalité des pays peu développés de 38 à 30 o/oo, si l'on voulait que le taux d'accroissement diminuât pour l'ensemble du monde des 2 % actuels à 1,7 % dans dix ans. Il n'est plus question à présent que de projections, d'objectifs nationaux. Mais l'essentiel est sauvegardé: placer la question complexe et délicate de la population là où elle doit être, au centre même de la planification économique et sociale.

11. Conclusions

Au vu de ces divisions, certes décevantes pour les apôtres de la planification des familles, peut-on parler d'un bilan négatif, comme la presse occidentale - à l'exception des journaux communistes - s'est complu à l'écrire ? Le simple fait qu'une conférence sur un tel sujet ait pu se réunir, et se terminer sur une note concordante, n'est déjà pas un mince succès. La prise de conscience par le monde des dangers qui le menacent ne s'est pas limitée à la croissance de la population. L'urbanisation forcée, avec le surpeuplement des villes, la multiplication des taudis, le chômage urbain, incite à redonner vie aux campagnes, à modifier les priorités entre développements industriel et agricole. La position de la femme, dont la fécondité diminuera lorsque se modifiera l'état d'esprit encore si répandu que la reproduction est sa fonction quasi unique et souvent sa seule source de sécurité, devait sortir renforcée de ces débats. Il en va de même de l'avenir de l'enfant, dans lequel tant de sociétés n'ont vu jusqu'à ce jour qu'un travailleur et un soutien social de plus dans le cercle étroit de la famille. Les problèmes des migrations internationales, avec l'exode des compétences, la dégradation de l'environnement, sont d'autres thèmes lancinants de notre époque qui furent passés systématiquement en revue. "Das eine tun", repenser l'ensemble du développement socio-économique, "das andere nicht

- 14 -

lassen", planifier la reproduction humaine, pourraient bien être le message de Bucarest.

Les suites de la Conférence ne seront pas moins importantes que celle-ci. A des intervalles de deux ans pour certains secteurs, et de cinq ans dès 1979 pour l'ensemble, l'ONU se livrera à l'examen et à l'évaluation des progrès accomplis dans la voie de la réalisation des objectifs, avec ajustements possibles de ceux-ci.

A ceux qui déplorent, et nous en sommes, que tout est devenu prétexte à politique, il leur sera répondu que le monde est en pleine mutation, qu'il connaît une "Umwertung aller Werte" nietzschéenne. Le processus est marqué d'une série de catalyses, dont les effets ne pénètrent que lentement les esprits. Vaine parlote, était-on tenté de dire de la Conférence des droits de l'homme à Téhéran, en 1968. Or, qui dénierait aujourd'hui à cette réunion d'avoir joué le rôle de catalyseur. Nous sommes enclins à croire que la Conférence de Bucarest connaîtra un même sort.

Annexe:

texte de la
déclaration suisse

CONFERENCE MONDIALE DE LA POPULATION

Bucarest, 19 au 30 août 1974

Déclaration suisse
faite par le Chef de la Délégation,
l'Ambassadeur René Keller

La délégation suisse se félicite de l'initiative de l'Organisation des Nations Unies d'avoir convoqué une Conférence mondiale de la population. Elle apprécie l'hospitalité que prodigue la Roumanie pour l'héberger, et l'en remercie. Elle joint sa voix aux chaleureuses approbations décernées à S. Exc. M. G. Macovescu pour son élection à la présidence, hommage rendu tant à sa personne qu'au pays hôte.

La Conférence fera date dans les annales de l'histoire du monde contemporain. Elle s'insère dans ce calendrier de consultations globales dont les jalons se rapprochent à mesure que montent les périls: la Conférence de Stockholm sur l'environnement date de 1972, alors qu'en quatorze mois nous aurons eu la session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU sur les matières premières et le développement, aujourd'hui Bucarest, demain la Conférence mondiale de l'alimentation à Rome, après-demain la Conférence à Bogota, à l'occasion de l'Année internationale de la femme. Notre réunion ne saurait se ravalier à un simple anthropocentrisme, si grande en soit la tentation, car en vérité chacun d'entre nous se sent concerné par un tel débat. Le destin de la Conférence est de s'interroger, avec une lucidité teintée d'angoisse mais animée d'idéal, sur les fins eschatologiques de notre espèce. De toute évidence, celle-ci est menacée par les exploits mêmes du génie de l'homme. Dans un monde aux ressources limitées, comment assurer une existence décente aux générations présentes, un avenir prometteur à notre descendance,

- 2 -

lorsque les problèmes se posent en termes de survie. Individu, couple, société, droits de l'homme, développement économique et social, environnement, écologie, qualité de vie, forment des composants multiples dont la combinaison varie à l'image d'un kaléidoscope. Les quatre colloques qui ont précédé notre Conférence se sont livrés à un examen approfondi de tous ces facteurs. Nous leur en devons une vive reconnaissance.

La Conférence a l'ambition de mettre sur pied un plan d'action mondial, destiné d'une part à recenser les aspects nationaux et globaux des problèmes, et de l'autre à établir un système de références dont tous les efforts aptes à apporter une solution pourront se réclamer. Avant même que nous ayons débuté dans nos travaux, les préparatifs ont sensibilisé encore davantage l'opinion mondiale et servi d'aiguillon, pour citer un propos de M. Rafael M. Salas. Outre les colloques, des consultations régionales ont fait prendre conscience, à un cercle toujours plus large, d'une inquiétude diffuse. M. Carillo Flores, et tant d'animateurs venus de bien des horizons, singulièrement des Nations Unies, n'auraient-ils eu que ce seul mérite qu'ils se seraient acquis des titres de gratitude. Mais non contents d'aider à poser des diagnostics, ils suggèrent des remèdes, rendant ainsi un service signalé à l'humanité.

Notre vœu est que la Conférence de Bucarest fournisse sur cette lancée à la fois un bilan et un point de départ, amalgamant ainsi, dans un même élan, la réflexion et l'action. Chacun de nous doit apporter sa pierre à l'édifice commun. Si un pays comme le mien peut se targuer des bienfaits largement répandus d'un niveau de vie élevé, d'une justice sociale équitablement répartie, que d'exemples pourtant des sociétés différentes de la nôtre peuvent nous donner au plan des relations humaines et de la hiérarchie des valeurs.

./.

La Suisse n'étant pas membre des Nations Unies, l'une ou l'autre occasion de se faire entendre a pu lui échapper. J'en suis monté d'autant plus volontiers à la tribune que nous offre la Conférence. Mon pays présente les caractères typiques du monde industrialisé, avec de faibles taux de natalité et de mortalité. Comme la population indigène a pratiquement atteint - et cela de son seul fait - la croissance zéro, peut-on parler d'une politique suisse de la population ? La réponse est positive dès lors que l'accent n'est pas mis sur le nombre des vivants mais sur la qualité de vie à laquelle ils aspirent. Tout comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir, la Suisse mène une politique de la population en aménageant son territoire, en luttant contre la pollution et les nuisances, en améliorant la législation sociale et l'accès à la connaissance, bref, en favorisant l'équilibre entre l'individu, la société et la nature.

Si néanmoins, face à un taux d'accroissement naturel très bas de la population de nationalité suisse, le nombre d'habitants a fortement augmenté depuis 1950, la raison principale en est due à l'immigration. L'économie suisse connaît, en effet, une pénurie chronique de main-d'oeuvre. L'expansion durable, la stabilité du climat social, l'attrait de salaires élevés, firent de la Suisse un pôle d'attraction pour les travailleurs migrants. Ils s'ajoutèrent à la population étrangère résidente, portant la proportion des étrangers à 17 % de la population totale, à 30 % de la population active. Une telle évolution n'aurait pu se poursuivre impunément, car l'intérêt réciproque qui lie Suisses et étrangers s'en serait trouvé mis en cause. Le pays aspire à stabiliser ses structures. Le Gouvernement fédéral s'y emploie avec succès. Il vise au demeurant à favoriser progressivement l'adaptation, l'intégration des allogènes, et fait profiter de notables progrès les travailleurs migrants et leur famille. Mais pour atteindre leur but, les

mesures doivent ménager les transitions et s'inspirer d'un processus organique. Il convient d'avoir ces circonstances à l'esprit, en relation avec le chapitre que le projet de plan d'action mondial de la population consacre à la migration étrangère.

A cette réserve près, la Suisse souscrit audit plan et se félicite d'y retrouver les principes fondamentaux dont elle s'inspire:

1. Respect de la souveraineté nationale

Il appartient à chaque Etat de fixer lui-même sa politique en matière de population. A titre d'exemple, un programme de planification familiale entrepris sur un territoire ne peut l'être qu'à l'initiative ou avec l'accord de l'Etat concerné.

2. Primauté de la responsabilité nationale

C'est le corollaire du principe précédent. L'Etat qui mène une politique démographique est responsable du choix, des moyens et des finalités.

3. Approche globale

Toutes les mesures doivent former un ensemble. Ainsi la planification familiale, sans laquelle aucune issue n'est possible, ne peut se réduire à l'allégorie de la cigogne qui devance la charrue, si l'on n'y porte remède. Elle doit, au contraire, aller de concert non seulement avec la production agricole, modernisée, mais tout autant avec le développement économique et social, l'adaptation de l'homme à son écosystème, les services d'hygiène et de médecine, l'instruction, la condition de la femme, une politique de l'emploi, la sécurité sociale, et enfin, brochant sur l'ensemble, l'information.

4. Prééminence des droits de l'homme

Le couple doit être libre dans la détermination de sa descendance. Il ne subira pas de contrainte, mais sera, par ailleurs, dûment informé des objectifs nationaux, des méthodes pour les atteindre, des incidences de la densité de la population, des tendances démographiques sur la qualité de vie, de l'intérêt bien compris des enfants. Il aura accès aux services disponibles. En bref, on espérera des parents un comportement reproducteur responsable, mais on leur en fournira les moyens.

* * *

*

Ma déclaration serait incomplète si elle n'évoquait pas très brièvement la contribution internationale de la Suisse. Dans le sens le plus large des problèmes démographiques, mon pays fournit une aide humanitaire et participe à la coopération au développement. La notion d'urgence, de survie, caractérise l'aide humanitaire, souvent procurée à l'enseigne de la Croix-Rouge; la coopération au développement s'exerce à moyen et à long terme.

Enfin, dans le domaine plus spécifique de la population, la Suisse se propose d'annoncer durant l'automne le versement qu'elle fera au Fonds d'affectation spéciale pour les activités démographiques des Nations Unies (UNFPA).
